

vouloir parmi les Boers du Transvaal et de l'Etat Libre d'Orange.

Dès 1852, les Boers avaient à lutter contre les naturels qui les entouraient, et en 1877, ils furent sur le point de se battre contre les Zoulous ; en même temps leurs finances étaient dans un état désastreux. L'Angleterre attendait cela. M. Froude le dit très bien, d'ailleurs : " un prêt minime d'argent et une offre publique d'un coup de main à la république hollandaise aurait réuni tous les Etats Sud-Africains en un seul aussi rapidement que s'ils eussent été des boules de vif-argent." Mais la fièvre du *jingoisme* était intense, Sir Bartle Frère et Lord Carnarvon avaient la tête farcie de rêves impériaux d'une Confédération Sud-Africaine, et dans un moment malheureux ils annexèrent le Transvaal, et semèrent la méfiance et le mécontentement dans toute l'Afrique-Sud.

Le gouvernement du Transvaal ne fit pas de résistance armée, mais il délégua Kruger et Joubert, avec les protêts signés par la plus grande partie de la population rurale contre ce viol de la Convention de la Rivière Rand, demandant en même temps qu'on leur rende leur indépendance. Mais Sir Bartle Frère fit savoir au gouvernement anglais que la majorité des Boers désirait l'annexion, et les demandes de ces derniers furent refusées. C'est alors que les Boers résolurent de se battre, et en décembre 1885, la guerre de l'indépendance fut déclarée.

La discipline était nulle du côté de l'Angleterre, et les troupes anglaises subirent plusieurs défaites. Les Boers se battirent avec un courage indomptable, mais ils devaient bientôt succomber sous le poids du nombre des assaillants, si le gouvernement anglais n'avait pas, avec une

magnanimité sans pareille, consenti à cesser les hostilités, et à rendre l'indépendance réclamée par les Boers. Des critiques ignorants et de peu de discernement ont souvent blâmé et mal interprété cet acte de rétrocession, mais l'opinion de Lord Randolph Churchill sera probablement le verdict futur de l'historien lorsqu'il a dit, après avoir visité le Cap, que si le Transvaal n'avait pas été rendu aux Boers, il n'y aurait plus aujourd'hui un pouce de sol Sud-Africain appartenant aux Anglais.

La République Sud-Africaine, quoique privée de beaucoup de pouvoirs, fut réétablie par la Convention de Prétoria, en 1881. On lit dans le préambule de la Convention qu'un gouvernement autonome absolu, sujet à la suzeraineté de Sa Majesté sera accordé aux habitants du territoire du Transvaal, dans les conditions suivantes et sujet aux réserves qui suivent.

Le Volksraad s'objecta à ces réserves, qui étaient un empiètement à la pleine liberté garantie par la Convention de la Rivière Sand, et plus particulièrement à ce mot vague que voulait dire "suzeraineté," mais la Convention fut signée sous protêt, les Boers consentant "à faire un essai pratique des conditions de la Convention." Après cet "essai pratique" on déclara que la Convention de 1881 ne valait rien, et la Convention de Londres, en 1884, donna la liberté aux Boers, [suivant les propres paroles de Lord Derby] "de se gouverner sans intervention, de conduire ses affaires diplomatiques et de diriger ses relations étrangères, avec la seule condition insérée à l'article quatre du nouvel arrangement qu'aucun traité avec un pouvoir étranger ne saurait avoir d'effet qu'avec la sanction de la reine."